

L'importante amélioration de la balance des paiements des pays emprunteurs depuis 1982 s'explique principalement par la compression des importations, qui a entraîné, à la longue, une pénurie de matières premières essentielles et de pièces de rechange et réduit la capacité de production d'un grand nombre de pays débiteurs, affaiblissant du même coup leur capacité d'exporter. Parallèlement, l'appréciation continue du dollar américain durant ces années-là n'a fait qu'accroître le coût réel des prêts du Tiers monde, exprimés principalement en dollars américains. Or, il n'y a pas eu augmentation correspondante des recettes d'exportation, puisque les produits sont vendus en grande partie sur des marchés non américains. Tous ces facteurs, conjugués au marasme général de l'économie, ont entraîné la stagnation des prix, exprimés en dollars, des marchandises exportées.

De leur côté, les gouvernements débiteurs se sont rendu compte qu'en dépit de mesures sévères et impopulaires d'ajustement, qui n'ont pas toujours été mises en oeuvre adéquatement, leur économie continuait de stagner et que le fardeau de l'endettement ne diminuait pas, bien au contraire. Il leur était de plus en plus difficile d'honorer leurs engagements. Le cumul de nombreuses échéances érodait leurs maigres ressources et les décaissements à effectuer au titre des intérêts n'étaient pas compensés par de nouveaux emprunts. Ces gouvernements se voyaient donc contraints d'expliquer à leurs citoyens pourquoi le pays enregistrait une fuite nette de capitaux vers les pays industrialisés. De nombreux pays devaient reconnaître qu'ils ne pouvaient attendre qu'une baisse de leur revenu réel par habitant et des perspectives économiques qui, selon les prévisions les plus optimistes, demeureraient plutôt sombres au moins jusqu'en 1990.

Le prix politique et social à payer était également lourd. Plusieurs nouveaux régimes démocratiques se sont demandés avec inquiétude si les mesures économiques impopulaires qu'ils essayaient d'appliquer n'entraîneraient pas leur chute et un retour à un régime autoritaire. Qui plus est, dans bon nombre de pays, on s'est mis à craindre que l'agitation sociale n'engendre instabilité, troubles et violence. M. Ibarra avait lancé un avertissement, indiquant que le Mexique était à la veille d'une grave crise sociale, le pouvoir d'achat des travailleurs ayant diminué de 25 à 40 p. 100 entre 1980 et 1985:

Je crains que les gouvernements d'Amérique latine ne s'aliènent de plus en plus la sympathie de leurs peuples parce qu'ils se sont engagés à améliorer le niveau de vie des populations alors qu'ils en sont incapables. En conséquence, les sociétés latino-américaines vont devenir de plus en plus difficiles à gouverner (8:18).

Certains débiteurs montraient déjà des signes d'agitation, sinon de révolte. En 1984, le Pérou, accablé par des intérêts équivalant à 35 p. 100 de ses recettes brutes d'exportation, a demandé un répit et a annoncé unilatéralement qu'il limitait les paiements du service de sa dette étrangère à 10 p. 100 de ses recettes d'exportation. Le Nigéria lui a emboîté le pas, en indiquant qu'il voulait limiter le service de sa dette à 30 p. 100 des recettes d'exportation. Les 11 pays latino-américains les plus lourdement endettés, regroupés au sein du Groupe ou Consensus de Carthagène*, ont pris position en décembre 1985 dans la déclaration finale d'une réunion de ministres à Montevideo, en Uruguay. Notant qu'au cours des cinq dernières années le niveau de vie avait régressé de dix ans en

* Voir le glossaire de l'Annexe B pour la liste des pays membres